

Actualités Fonction Publique

POUR NOS SALAIRES, AMPLIFIER LA MOBILISATION !



Le 28 décembre, après la validation du budget 2018 par le Conseil Constitutionnel, le Ministre de l'Action Publique, Gérard Darmanin, vante sur Twitter « un budget qui donnera du pouvoir d'achat aux Français dès 2018 ». C'est faire bien peu de cas des agents qui sont sous sa responsabilité, les quelques six millions de fonctionnaires, dont le pouvoir d'achat va baisser en raison des décisions prises par le même Gérard Darmanin. Schizophrénie assumée ? Provocation ? Certainement un peu de tout ça, et surtout une ligne politique très claire de la part du gouvernement Philippe, dans laquelle **les Fonctionnaires deviennent la principale cible des mesures gouvernementales** : rétablissement de la journée de carence au 1^{er} janvier 2018, gel du point d'indice, report des mesures du PPCR d'un an, gel du compensation stricte de l'augmentation de la CSG, par ailleurs remise en cause par le Sénat... l'acharnement gouvernemental contre les fonctionnaires est sans limite.

Dans la droite lignée de leur conception libérale de la société, Edouard Philippe et Gérard Darmanin voient les fonctionnaires et les services publics comme un coût, sans jamais regarder du côté des avantages indéniables pour une société à avoir des services publics forts ainsi que des agents reconnus et revalorisés. Pourtant, de nombreuses études montrent le caractère injuste et même irresponsable de telles mesures. Le décrochage des salaires des fonctionnaires par rapport au privé est avéré (en huit ans, les agents de la Fonction Publique ont perdu trois points de pouvoir d'achat par rapport aux salariés du privé), et une étude de l'INSEE de novembre 2017 a montré l'impact négatif du jour de carence : « la mise en place de ce dispositif n'a pas significativement modifié la proportion d'agents de la fonction publique de l'État absents pour raison de santé une semaine donnée. »

Cap ou pas cap ?

Lors d'une conférence de presse à l'automne, le **premier Ministre a jeté les bases d'un vaste plan de « modernisation » de la Fonction Publique, appelé CAP2022** (comité de l'action publique 2022). Dans la novlangue libérale en vogue, modernisation signifie bien affaiblissement, dans la veine de la RGPP sarkozyste, puisque l'objectif annoncé est de diminuer la dépense publique liée à la Fonction Publique de trois points de PIB d'ici 2022. Des forums de l'Action Publique, censés recueillir l'avis des usagers et des agents sont organisés en ce début d'année 2018.

La FSU ne se résigne pas à voir les fonctionnaires ainsi méprisés. Après avoir été à l'initiative de la journée de grève du 10 octobre, dans un cadre unitaire, la FSU a œuvré pour préserver cette unité syndicale (vote commun au Conseil Supérieur de la Fonction Publique, courriers communs au Ministre de l'Action Publique). Alors que les annonces gouvernementales contre les fonctionnaires vont entrer en vigueur au 1^{er} janvier et que les forums de l'Action Publique vont se tenir dans les prochaines semaines (les 8 et 9 février à Paris), **la FSU impulsera très rapidement les actions nécessaires pour obtenir une juste reconnaissance des Fonctionnaires : suppression de la journée de carence, application du PPCR, revalorisation salariale d'ampleur.**

Sophie Vénétiay

RÉFORME DES RETRAITES : BIG BANG À VENIR

Emmanuel Macron n'a pas caché sa volonté d'engager **une réforme systémique, c'est-à-dire transformant profondément le mode de calcul des pensions**. Après avoir été annoncée pour l'année 2018, cette réforme sera vraisemblablement sur la table en 2019. Mais le fond ne change pas : la volonté gouvernementale est bien **d'aller vers un système par points**, dans lequel **les fonctionnaires seraient les grands perdants** (pas de visibilité sur le montant de la pension, prise en compte des primes, ce qui est un mode de calcul très défavorable aux personnels de l'enseignement, calcul sur l'ensemble de la carrière, ce qui défavorise encore davantage les femmes). Le gouvernement d'ors et déjà annoncé sa volonté de « maîtriser la dépense publique », ce qui est irresponsable dans un contexte d'augmentation du nombre de personnes âgées. La FSU a déjà rencontré JP Delevoye, en charge du dossier de la réforme des retraites au gouvernement, pour rappeler **son exigence d'un système de retraite solidaire pour tous les salariés**. Plus d'informations dans les prochaines semaines.

Marie Chardonnet